RÉPUBLIQUE FRANÇAISE | DÉPARTEMENT DU RHÔNE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 14 JUIN 1981

6ème CIRCONSCRIPTION DU RHÔNE

aujourd'hui l'écologie

PLUS D'UN MILLION DE FRANÇAIS

ont voté pour Brice Lalonde le 26 avril dernier. Pourtant les partis politiques veulent exclure les écologistes ou les forcer à s'intégrer dans la droite ou la gauche. Mais nous refusons de céder. Malgré l'absence de scrutin proportionnel, qui prive l'écologie de plusieurs dizaines de députés, nous avons choisi d'être présents aux élections législatives pour affirmer notre indépendance et défendre des propositions précises face à la crise actuelle. Parce que, si nous sommes satisfaits de la défaite de la classe politique la plus autoritaire de ce pays, nous d'adhérons pas pour autant au programme de la nouvelle majorité présidentielle. Et nous appelons les Français à renforcer le mouvement écologiste pour éviter tout retour en arrière et pour infléchir la politique du nouveau septennat.

VERS L'ÉCONOMIE POST-INDUSTRIELLE

Les recettes du passé ne guériront pas une économie malade du gaspillage et de la croissance. Non à la fuite en avant. La France doit refuser la guerre économique où le plus fort écrase le plus faible, où les pays riches ruinent le tiers monde. Nous proposons le passage progressif à une économie «post-industrielle» qui respecte la nature et la santé, laisse du temps libre, favorise l'autonomie des personnes. C'est pourquoi les écologistes se battront pour le partage du travail et de l'emploi, pour la justice sociale, pour le choix de techniques maîtrisables comme l'énergie solaire au lieu du nucléaire. Il faut en finir avec le «productivisme» : l'important n'est pas de produire plus, mais de consommer mieux; le pouvoir de vivre doit remplacer la course au pouvoir d'achat.

VERS LA DÉMOCRATIE DU QUOTIDIEN

La Ve République renforce l'Etat central, concentre les pouvoirs entre les mains d'une classe politique et technocratique, voire d'un seul homme. La séparation des pouvoirs, la décentralisation, le développement des libertés n'ont de sens qu'avec la libération des moyens d'information et de communication, le partage du savoir, l'ouverture des institutions politiques aux femmes et aux valeurs féminines. Il faut donc une nouvelle Constitution où la démocratie directe ait sa place à côté de la démocratie représentative. Il faut aussi vivifier les zones rurales, humaniser les villes, briser la solitude. Les écologistes se battront pour le référendum à initiative populaire, la représentation proportionnelle, le non-cumul des mandats, des moyens et des responsabilités aux associations.

VERS LA SOLIDARITÉ MONDIALE

Les rapports internationaux ne doivent plus être dominés par la rivalité Est-Ouest, mais par la solidarité Nord-Sud. C'est à l'Europe des régions qu'il incombe d'établir de nouveaux liens avec les pays sous développés tout en prenant ses distances par rapport aux superpuissances. Pour engager cette politique et casser l'engrenage de la violence, les écologistes proposent d'asseoir la sécurité de la France sur une véritable défense civile, et d'abandonner l'arme nucléaire qui menace mortellement la population au lieu de la protéger.

---

choisir l'écologie, c'est prendre date pour l'avenir,
c'est affirmer sa liberté
FACE A L'EMBRIGADEMENT POLITIQUE

LE 14 JUIN VOTONS LIBRE

choisissons **aujourd'hui l'écologie**

Les écologistes ne donneront aucune consigne de vote pour le second tour. A chaque citoyen de se détermier librement.

Mettons à profit les possibilités offertes par le CHANGEMENT DE PRÉSIDENT pour créer les conditions d'une DÉMOCRATIE ÉCOLOGISTE

Lors des présidentielles, avec Aujourd'hui l'Ecologie et Brice Lalonde, les écologistes ont tout fait pour qu'au deuxième tour les citoyens puissent se décider, non en fonction d'étiquettes, mais en fonction de questions clés que nous avions adressées aux deux candidats. Rappelons que nous n'avions reçu aucune réponse positive de la part de Mr Giscard d'Estaing. Quant au parti socialiste, il a pris un certain nombre d'engagements importants concernant les libertés : suppression des tribunaux d'exception, promesse de parlements régionaux élus à la proportionnelle, garanties des droits des immigrés, promesses d'autorisation des radios libres, promesse de ne pas exporter d'armes dans les pays de dictature.
Par contre :

La construction de Superphénix sera poursuivie ainsi que le retraitement du combustible, cela veut dire en clair : par de nouveaux choix énergétiques et la porte ouverte à la dissémination de l'arme atomique.
Dans le domaine du nucléaire militaire. Nous avions posé localement à Monsieur Collomb, maire de Lyon, et à Monsieur Hernu, maire de Villeurbanne, les 3 questions suivantes :

– En cas de guerre nucléaire, quelles mesures préconisez-vous pour assurer la sécurité des populations de votre ville et de votre région ?

– En cas de guerre classique ou "subversive" quelles mesures sont envisagées pour assurer la sécurité des centrales nucléaires de Bugey ?

- En cas de conflit nucléaire, le PC du Mont Verdun, situé à proximité immédiate de l'agglomération lyonnaise, est une cible obligée pour l'adversaire, nous vous demandons de vous prononcer sur son démantèlement immédiat.
M. Hernu actuel ministre de la défense n'avait apparemment pas plus de réponse à nous faire que M. Collomb puisque ni l'un ni l'autre ne nous ont répondu. **Villeurbannais nous vous conseillons vivement de poser ces questions à votre maire.**
Donc pour les responsables du PS, **c'est oui à la force de frappe, oui à la défense de l'Europe par l'arme atomique tactique, oui à la politique des blocs.** En fait dans ce domaine **vital,** la politique qui s'amorce ne diffère pas fondamentalement de celle de Giscard d'Estaing ; pire, la première décision de M. Mitterand a été de soutenir l'implantation des fusées Pershing en Allemagne. Quant à la nomination de M. Hernu à la défense, elle ne peut qu'aviver nos inquiétudes. Tout le monde sait au parti Socialiste que dans le domaine de la stratégie militaire M. Hernu est plus proche de Chirac que de Jaurès ou Jean Moulin. Nous disons : **que M. Hernu continue de s'occuper de ses administrés, nous n'en voulons pas comme ministre de la défense.** A notre avis c'est une grave erreur que de commencer à donner des gages aux de Boissieu de l'armée. Bien que la France ne soit pas le Chili, ne faisons pas les mêmes erreurs que le gouvernement Salvador Allende.

ce que disent les écologistes

Les écologistes sont de plus en plus nombreux à prendre conscience qu'il leur faut prendre leurs responsabilités vis-à-vis des problèmes politiques.
Or s'il est une question politique par nature, c'est bien le problème de la paix et de la guerre. Dans ce domaine les écologistes sont persuadés que le temps est venu de rompre avec la politique des rapports de force. La violence armée inter-étatique doit cesser d'être un moyen "licite", normal, de "régler" les conflits. Ce qu'on appelle la civilisation ne peut évoluer et survivre que dans la mesure où nous parviendrons à substituer progressivement aux exterminations massives entre nations une solidarité d'espèce à l'échelle de la planète. En tous cas on peut affirmer qu'il est impossible de poursuivre la course aux armements, d'armer les pays sous-développés et de répondre aux besoins de survie qu'exigeront les 6 milliards d'hommes qui peupleront la planète en l'an 2000.
Produire pour survivre et produire pour détruire sont devenus incompatibles.

ce que veulent les écologistes

Un objectif immédiat : éviter que la France et l'Europe soient un nouveau champ de bataille.
Partie intégrante du bloc Nord Américain, véritable avant-poste atomique des USA, l'Europe en cas de conflit planétaire, serait inévitablement un lieu d'affrontement. L'intérêt des populations, tant de l'Ouest que de l'Est, est que l'Europe ne soit ni dans un camp ni dans l'autre : **unité avec les travaillistes anglais et les pacifistes allemands pour une Europe hors des blocs.**
En tant qu'écologistes nous dénonçons le mensonge de la force de frappe dite nationale, celle-ci n'est en fait qu'un force d'appoint du dispositif atomique de l'OTAN. Nous affirmons avec force, que la possession de l'arme atomique bien loin de "sanctuariser" le territoire constitue une menace mortelle pour les populations. En bonne logique guerrière, plus celle-ci est crédible, plus elle oblige l'adversaire à utiliser lui même cette arme, si possible préventivement. La France, 3ème ou 4ème puissance nucléaire, doit donner l'exemple d'une dénucléarisation unilatérale. Seule une telle mesure permet d'écarter la menace nucléaire. Seule une telle mesure peut constituer une amorce réelle d'un désarmement nucléaire. Seule une telle mesure nous donnera le droit moral d'intervenir par tous les moyens à notre disposition pour que soit respectés les droits de l'homme, que se soit au Salvador, au Guatémala ou en Afghanistan. **La force de frappe que proposent les écologistes, c'est LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME.** Soyons clairs, il ne s'agit pas de désarmer le pays, bien au contraire nous voulons une stratégie militaire qui laisse aux citoyens le droit de défendre leurs libertés, s'il le faut les armes à la main. Un territoire atomisé n'a plus besoin d'être défendu puisqu'il ne reste rien.

diminuer la dépendance économique en France

Nous proposons une réorientation progressive de notre économie, qui nous permette de nous retirer pas à pas de ce cercle vicieux qu'est la division internationale du travail : **cela implique nécessairement des mesures protectionnistes, avec par exemple constitution, grâce aux taxes perçues, d'un fond de solidarité internationale.** Il ne s'agit pas d'envisager une économie fermée, mais de développer au maximum notre autonomie compte tenu de nos propres ressources, de réorienter nos échanges vers les pays du 1/3 monde en donnant l'exemple d'échanges justes avec ces pays.
Force nous est de constater que la politique économique que l'on nous propose c'est à la fois : la relance de la croissance économique par la relance de la consommation des performances de l'appareil productif, cette amélioration étant obtenue en pratiquant une restructuration industrielle à la faveur des nationalisations. Autrement dit du socialo-barrisme. Précisons par ailleurs que les écologistes sont opposés à l'appropriation des moyens de production par l'état. Pour nous il faut dissocier la notion de service public de la fonction étatique. Les différents services publics (santé, transports, communications...) doivent être à la fois gérés par les agents de ces services et par les bénéficiaires de ces services que sont les usagers, l'état décentralisé et contrôlable que nous suggérons pouvant jouer le rôle d'une instance d'arbitrage et de coordination entre les différentes structures de service et de production. L'exemple actuel d'EDF montre que les intérêts de ce groupe de pression à structure étatique ne coincident pas avec l'intérêt général des citoyens et que ceux-ci, non seulement ne disposent d'aucun pouvoir pour se faire entendre, mais sont en fait véritablement au service de cet état dans l'état.

VOTEZ ÉCOLOGISTES – *aujourd'hui l'écologie*

CANDIDAT

Jean BRIERE

Chef de Travaux de Biophysique et de Médecine Nucléaire
Membre du Bureau National du M.E.P. (Mouvement Ecologique Politique)
Responsable de la Commission défense

SUPPLÉANT :

Alain COSTE

Enseignant (réseau des Amis de la Terre)

VU LES CANDIDATS

IMPRIMERIE HONOR - 69510 YZERON